

Quand les arrangements
entre amis se traduisent par
le saccage des services publics.



Une triste image pour la Banque de France

Ces dernières semaines, la Banque de France apparaît d'une triste manière dans les médias. Entre parachutage et parachute doré, les gros titres fusent !

Tout dernièrement, Mme Sylvie Goulard, éphémère ministre du gouvernement Macron, était en effet nommée sous-gouverneur après avoir été contrainte de démissionner de son poste de Ministre de la Défense en même temps que deux autres ministres issus du MODEM, suite à l'ouverture d'une information judiciaire relative à des soupçons d'emplois fictifs au parlement européen... Mais qu'importe l'image quand les arrangements se font entre amis !

Le grand public apprenait également par la presse que M. Villeroy touche le traitement le plus élevé de la fonction publique et que les sous-gouverneurs partent en retraite avec leur salaire plein durant trois ans, soit près de 700 000 euros !

Ces dispositions figurant dans le statut de la Banque ont pour prétexte de préserver ses dirigeants de la tentation, dès leur départ, de se mettre au service du privé contre des rémunérations encore bien plus faramineuses. Mais le sens de cette mesure est depuis longtemps oublié : l'entre soi malsain qui règne dans les hautes sphères de l'État et du privé n'épargne pas la Banque de France et cela se traduit par un mépris croissant des salariés chargés du service public, des usagers et des citoyens que nous sommes.

Des conséquences directes sur les agents et les usagers !

Comment des personnes ne distinguant plus les intérêts publics des intérêts privés pourraient-elles être en mesure de gouverner une institution dans le sens du bien commun ?

Le comble, c'est qu'elles demandent aux salariés, assises sur leurs privilèges et leurs salaires indécents, d'accepter des « réformes », de « ne pas être réfractaires aux changements » : il faut comprendre d'accepter de « travailler toujours plus pour un salaire moindre et de moins en moins de garanties d'emploi » ! Pour rappel, la réforme des carrières s'est traduite par une baisse des rémunérations pour les agents les moins bien payés et la Banque envisage des LICENCIEMENTS de titulaires et de contractuels alors qu'elle fait des milliards de bénéfices...

Des nominations qui traduisent une volonté de s'attaquer de façon systématique à ce qui fait de la Banque un service public

Déjà, en 2015, nous avons protesté publiquement avec la fédération des Banques et la fédération des Finances CGT, contre la nomination comme gouverneur de François Villeroy de Galhau, issu de la première banque privée du pays, BNP-Paribas. Un collectif de 150 économistes et universitaires avait fait de même, signalant les risques de conflit d'intérêt. Comment, en effet, un ancien banquier peut-il valablement se retrouver à la tête d'une institution indépendante dotée de missions d'intérêt général ?

Plus récemment, la nomination du chef économiste de la Société générale à la tête de la direction générale des Études et des relations internationales a donné tout son sens à ces décisions : placer la banque centrale sous le contrôle des grandes banques pour renforcer encore l'emprise des marchés financiers sur l'économie.

Nous voulons, au contraire, que l'argent des banques centrales et les crédits des banques servent à l'emploi, à la création de richesses dans les territoires, à la préservation de l'environnement et au développement des services publics !

C'est pourquoi le syndicat CGT de la Banque de France appelle, avec les fédérations CGT des Finances, des Cheminots, de l'énergie, les syndicats d'Alstom, au rassemblement organisé devant Bercy en mars

La commission exécutive nationale

